

De laatste selectie van de dienstverleners gebeurt onder de kandidaten gekozen bij de voorselectie naar gelang van de in de taakomschrijving bedoelde criteria.

**Art. 9.** De taakomschrijving wordt opgesteld door de luchthavenbeheerder.

**Art. 10.** Een uitnodiging om een uitvoerig kandidatuur dossier in te dienen met het oog op de laatste selectie wordt gelijktijdig en schriftelijk gericht aan de gekozen kandidaten.

Deze uitnodiging omvat minstens :

- 1° de taakomschrijving en de aanvullende documenten;
- 2° de uiterste datum waarop de uitvoerige dossiers kunnen worden ontvangen;
- 3° het adres waaraan ze moeten worden gericht;
- 4° de ta(a)l(en) waarin ze moeten worden opgesteld;
- 5° de vermelding van de documenten die eventueel moeten worden gevoegd.

**Art. 11.** De termijn voor de ontvangst van de uitvoerige kandidatuur dossiers mag niet korter zijn dan dertig kalenderdagen te rekenen van de datum van zending van de in artikel 10 bedoelde uitnodiging.

**Art. 12.** Voor zover ze te zijner tijd worden aangevraagd, moeten de bijkomende inlichtingen over de taakomschrijving medegedeeld worden door de luchthavenbeheerder uiterlijk zes kalenderdagen vóór de uiterste datum bepaald voor de ontvangst van de uitvoerige kandidatuur dossiers.

**Art. 13.** In het in artikel 9, § 1, derde lid, 3°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 worden de verleners van grondafhandelingsdiensten gekozen door de secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer.

**Art. 14.** Gedurende het eerste kwartaal van het jaar verzoekt de Minister er de luchthavenbeheerder, het gebruikerscomité en de dienstverleners om deel te nemen aan het verplichte overleg bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000.

Op voorstel van de deelnemers bepaalt de Minister de agenda van de vergadering. Deze wordt gericht minstens één week van tevoren aan de deelnemers.

De terbeschikkingstelling van de vergaderingsplaatsen zijn voor rekening van de luchthavenbeheerder.

Aan het einde van elke vergadering worden notulen binnen de volgende maand opgemaakt. Deze notulen vermelden het geheel van de geuite meningen. Ze worden aan de Minister en aan de deelnemers overgemaakt.

Namen, 18 september 2001.

S. KUBLA



#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2832

[C — 2001/27553]

**13 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts de la Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries, en abrégé « Financière wallonne des P.M.I. »**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement en son article unique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 relative au schéma d'organisation de la Coupole P.M.E.;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de la S.R.I.W. en date du 11 juillet 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon approuve la transformation de la S.A. "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", en abrégé "Financière wallonne des P.M.I.", en filiale spécialisée de la S.R.I.W. et approuve les statuts de cette société tels que libellés ci-après :

#### STATUTS

SOCIETE WALLONNE DE PARTICIPATION ET DE FINANCEMENT  
DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES,  
en abrégé : "FINANCIERE WALLONNE DES P.M.I."

Siège social à 4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13  
R.C. Liège n° 162459

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dénomination, siège social, objet, durée*

**Article 1<sup>er</sup>.** La société adopte la forme anonyme. Elle est dénommée "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", en abrégé : "Financière wallonne des P.M.I."

La société est une société d'intérêt public, filiale spécialisée de la Société régionale d'Investissement de Wallonie au sens de la loi du deux avril mil neuf cent soixante-deux telle que modifiée par le décret wallon du six mai mil neuf cent nonante-neuf.

**Art. 2.** Siège social

Le siège social est établi à 4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de Wallonie par décision du conseil d'administration publiée aux annexes au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Objet

La société a pour objet de favoriser la création et le développement de petites et moyennes entreprises wallonnes par l'octroi, sous diverses formes, seule ou en association avec des tiers, de financements ou de crédits à usage professionnel.

En outre elle exécutera les missions qui lui seraient déléguées par arrêté du Gouvernement en rapport avec le développement et la création de petites et moyennes entreprises.

En vue de la réalisation de son objet, la société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières ou mobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou de nature à en favoriser la réalisation. Elle pourra conclure tout contrat d'association, prendre des participations dans le capital de toute société, constituer des filiales, seule ou en association avec des tiers.

Dans l'exécution des missions déléguées, elle ne pourra réaliser de telles opérations que moyennant autorisation expresse du Gouvernement wallon.

Elle créera et tiendra à jour un site Internet mettant à disposition du public une information générale concernant ses activités, son objet, les moyens d'intervention qu'elle utilise et leurs modalités ainsi que toutes autres informations et données qu'elle jugerait utiles.

**Art. 4.** Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

CHAPITRE II. — *Capital*

**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq millions d'euros (25.000.000 €).

Il est représenté par un million (1 000 000) d'actions sans désignation de valeur nominale représentant chacune un millionième de l'avoir social.

Le capital peut être ultérieurement augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification de statuts.

**Art. 6.** Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société, dont le procès-verbal a été dressé par Me Henri Loge, notaire à Namur, le six juillet mil neuf cent quatre-vingt-sept, le capital social a été augmenté une première fois et porté à trois cent millions de francs belges (300 000 000 FB) par apport en espèces, avec création de deux cent nonante-huit mille sept cent cinquante actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. Cette augmentation a été entièrement souscrite et libérée.

Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société, dont le procès-verbal a été dressé par Me Henri Loge notaire à Namur le vingt-deux avril mil neuf cent quatre-vingt-huit, le capital social a été augmenté une deuxième fois et porté à neuf cent millions de francs belges (900 000 000 FB) par apports en espèces avec création de six cent mille actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. Cette augmentation a été entièrement souscrite et libérée.

Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société, dont le procès verbal a été dressé par Me Philippe de Ville, notaire à Liège, le cinq avril mil neuf cent nonante six, le capital social a été augmenté une troisième fois et porté à un milliard de francs belges (1 000 000 000 FB), par apports en espèces avec création de cent mille actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. Cette augmentation a été entièrement souscrite et libérée.

L'assemblée générale de la société, en date du quinze mai deux mil un, après avoir exprimé en euro le capital, a porté celui-ci, par prélèvement sur le bénéfice reporté, sans création de parts sociales nouvelles, à vingt-cinq millions d'euros (25.000.000 €).

**Art. 7.** Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le conseil d'administration déterminera.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à tout appel de fonds sur les actions, doit bonifier à la société les intérêts calculés au taux légal en matière commerciale, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Tout versement appelé ou effectué s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

**Art. 8.** Nature des titres

Les actions sont et restent nominatives.

Les actions nominatives sont inscrites dans un registre conservé au siège social dont chaque actionnaire peut prendre en tout temps connaissance.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre.

**Art. 9. Cession**

Aucun associé ne pourra céder tout ou partie de ses titres à un tiers sans les avoir au préalable offerts aux autres actionnaires.

L'actionnaire qui décide de céder ses actions en informe la société qui transmet cette offre par lettre recommandée aux autres actionnaires dans les quinze jours.

Ceux-ci ont deux mois à dater de l'expédition de la lettre recommandée pour accepter ou refuser cette offre en indiquant le nombre maximum de titres qu'ils entendent acquérir.

Si les autres actionnaires n'ont pas exercé le droit de préemption sur la totalité des titres mis en vente le cédant sera libre de céder l'ensemble des titres offerts à un tiers aux prix et conditions figurant dans l'offre, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date d'expiration du délai de deux mois visé à l'alinéa précédent.

Si le droit de préemption s'est exercé sur la totalité des titres offerts, leur prix doit en être payé au cédant dans un délai de trois mois à compter de la même date d'expiration du délai d'exercice du droit.

**Art. 10. Droit de préférence (augmentation de capital)**

En cas d'augmentation de capital par apport en espèces, le droit de souscrire des actions nouvelles appartiendra aux seuls titulaires d'actions, au prorata de leur part dans le capital social.

Les actions nouvelles qui ne seraient pas souscrites par les anciens actionnaires en exécution de leur droit de préférence seront offertes aux actionnaires qui auront usé de ce droit avant d'être le cas échéant offertes à des tiers.

Nonobstant les alinéas qui précèdent, l'assemblée générale, délibérant comme en matière de modification aux statuts, peut décider que tout ou partie des actions à émettre en rémunération d'apports nouveaux ne sera pas offert par préférence aux actionnaires anciens, en respectant les formalités prescrites par la loi.

**Art. 11. Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire de l'action.

Les créanciers et autres ayants-cause d'un actionnaire ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans l'administration de la société ni provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs lui appartenant.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en référer aux bilans et aux décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

**CHAPITRE III. — Administration, surveillance, personnel****Art. 12. Composition du conseil d'administration**

La société est administrée par un conseil composé de quatorze membres nommés par l'assemblée générale pour un terme de six ans et en tout temps révocables par elle.

Onze administrateurs sont nommés sur présentation de la Région wallonne et trois sur présentation de actionnaires autres que la Région wallonne détenant au moins cinq pourcent des actions représentatives du capital de la société.

La présentation se fait sur une liste double pour chaque poste à pourvoir.

La liste double de présentation des candidats des actionnaires détenant cinq pourcent au moins, est établie en début d'assemblée par un vote au sein de ces seuls actionnaires.

S'il existe plus de trois actionnaires, dans ce cas, le droit de présentation appartient, au sein des actionnaires détenant au moins cinq pourcent des actions, à chacun des trois actionnaires détenteurs du plus grand nombre d'actions.

L'assemblée générale pourra allouer aux administrateurs une indemnité fixe à porter au compte des frais généraux.

Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée qui a procédé à la réélection.

**Art. 13. Vacance**

En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission, incompatibilité ou pour toute autre cause, les administrateurs restants peuvent y pourvoir provisoirement en respectant les règles de présentation.

Cette nomination est soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale. Tout administrateur nommé dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

**Art. 14. Présidence - Vice-présidences**

Le conseil élit parmi les membres, sur avis conforme du Gouvernement wallon, un président et deux vice-présidents.

La préséance est réglée entre ces derniers par l'ancienneté dans la fonction et ensuite par l'âge.

**Art. 15. Réunions**

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Les convocations sont faites soit par lettre recommandée ou ordinaire soit par télégramme, télex, télécopieur, courrier électronique ou même par téléphone.

Tout administrateur peut, à la réunion ou après la réunion, renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, s'il est présent ou représenté à la réunion.

**Art. 16. Délibérations**

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, à un de ses collègues du conseil, délégation pour le représenter à une réunion du conseil et voter en son lieu et place.

Cependant, un administrateur ne peut représenter plus d'un collègue.

Tout administrateur absent peut également exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit, télégramme, télex, télécopieur ou courrier électronique, mais seulement si la moitié des administrateurs sont présents en personne.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels ou l'utilisation du capital autorisé.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix émises; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

#### **Art. 17. Procès-verbaux**

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et les administrateurs qui en font la demande et insérés dans un registre spécial tenu au siège social.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

#### **Art. 18. Pouvoirs du conseil**

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale et le décret au comité de direction et au(x) comité(s) de crédit.

Il arrête les modalités et les conditions générales d'intervention de la société dans le cadre des orientations définies par le Gouvernement wallon.

Il propose au Gouvernement wallon les modifications aux statuts de la société et remet un avis sur les projets de telles modifications.

Il communique chaque année au Gouvernement wallon un rapport sur l'activité de la société.

En ce qui concerne les missions déléguées par le Gouvernement wallon, le conseil est uniquement chargé de leur l'exécution et de leur mise en œuvre.

#### **Art. 19. Gestion journalière**

La gestion journalière de la société est confiée à un comité de direction composé de trois membres nommés par le conseil d'administration.

Un membre, qui exerce la fonction de président du comité de direction, est nommé au sein du conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement wallon; les deux autres membres de ce comité sont nommés par le conseil hors son sein.

Le président et les vice-présidents du conseil d'administration ne peuvent pas être président du comité de direction.

Les membres du comité de direction forment un collège.

#### **Art. 20. Représentation**

Sauf délégation du conseil d'administration, la société est valablement représentée dans tous actes, en ce compris les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi que les pouvoirs et procurations, sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision du conseil d'administration, par deux administrateurs dont le président du conseil d'administration. Il en est de même de la représentation en justice tant en demandant qu'en défendant.

Les actes relevant de la gestion journalière sont valablement signés par deux membres du comité de direction.

#### **Art. 21. Comités de crédit**

L'octroi des crédits, financements et garanties est décidé par un ou plusieurs comité(s) de crédit.

Chaque comité de crédit comportera huit membres, dont le président et les deux vice-présidents du conseil d'administration, les trois membres du comité de direction et deux membres nommés par le conseil parmi les administrateurs désignés sur présentation des actionnaires autres que la Région wallonne détenant au moins cinq pourcent du capital.

Le(s) comité(s) de crédit désignent leur président.

#### **Art. 22. Personnel**

Les membres du personnel de la société sont engagés par le conseil d'administration.

#### **Art. 23. Surveillance**

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs réviseurs nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises pour un terme de trois ans, renouvelable.

Les émoluments des commissaires consistent en une somme fixe établie au début et pour la durée de leur mandat par l'assemblée générale. Ils peuvent être modifiés moyennant l'accord des parties.

Dans l'hypothèse où il n'y a plus de commissaires et au cas où le nombre des commissaires, s'ils sont plusieurs, est réduit de plus de moitié, pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration convoque immédiatement une assemblée générale pour pourvoir à la vacance.

Le contrôle de l'exécution par la société des missions lui déléguées par décret ou par arrêté est exercé par deux commissaires désignés par le Gouvernement wallon conformément aux dispositions de l'article 29, § 2, de la loi du deux avril mil neuf cent soixante-deux, constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, modifiée par le décret régional wallon du six mai mil neuf cent nonante-neuf.

CHAPITRE IV. — *Assemblées générales***Art. 24.** Composition

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires de la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou les dissidents.

**Art. 25.** Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit au siège social le quatrième jeudi du mois d'avril ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient le jour ouvrable suivant.

**Art. 26.** Assemblée générale extraordinaire

Des assemblées générales extraordinaires ou spéciales peuvent être convoquées par le conseil d'administration ou les commissaires chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Elles doivent l'être si des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins en font la demande. La demande de convocation doit être adressée à la société et énoncer les objets à mettre à l'ordre du jour de l'assemblée.

Les assemblées générales se tiennent à l'endroit indiqué dans les convocations.

**Art. 27.** Convocations

Les convocations à toutes assemblées sont faites conformément aux dispositions légales.

Toutefois, lorsque tous les actionnaires, obligataires, titulaires de droits de souscription ou de certificats, les administrateurs et les commissaires sont présents, représentés ou ont demandé d'excuser leur absence, l'assemblée est valablement constituée et apte à délibérer, sans qu'il soit besoin de justifier des convocations.

**Art. 28.** Représentation

Sauf disposition légale contraire, aucune assemblée générale ne peut délibérer que si la moitié au moins des actions est représentée.

Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial lui-même associé ou représentant d'associé.

Les personnes morales peuvent être représentées par leurs organes, ou mandataires, même non actionnaires.

Les mandataires doivent être porteurs d'un pouvoir dont la forme peut être déterminée par l'organe qui convoque l'assemblée.

**Art. 29.** Bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou par un vice-président du conseil ou un autre membre délégué par ses collègues et en l'absence d'administrateurs par l'actionnaire représentant le plus grand nombre d'actions représentatives du capital de la société.

Le président désigne un secrétaire et l'assemblée désigne les scrutateurs.

Le bureau de l'assemblée est complété par les administrateurs et commissaires présents.

Une liste de présences indiquant :

- a) l'identité des propriétaires d'actions et le nombre d'actions qu'ils représentent;
- b) l'identité des éventuels porteurs d'obligations, titulaires d'un droit de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société;
- c) l'identité des administrateurs et commissaires présents ainsi que toutes les personnes autorisées à assister à l'assemblée,

doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant l'assemblée générale.

**Art. 30.** Droit de vote

Dans les votes aux assemblées générales, chaque action donne droit à une voix.

**Art. 31.** Délibérations

Aucune assemblée ne peut délibérer sur les objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Sauf les cas prévus par la loi, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix présentes ou représentées.

Les votes se font par mainlevée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

**Art. 32.** Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux insérés dans un registre spécial.

Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

CHAPITRE V. — *Exercice social, répartition***Art. 33.** Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier de chaque année pour se terminer le trente et un décembre de la même année.

**Art. 34.** Inventaire - Comptes annuels

Chaque année le conseil d'administration établit un inventaire et arrête les comptes annuels à la date de clôture de l'exercice social selon les prescriptions légales. Il établit un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion.

Ces documents sont soumis à l'assemblée générale dans les formes et avec les documents prescrits par la loi.

**Art. 35.** Distribution

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux de toute nature, des charges sociales, des amortissements et provisions nécessaires constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le reliquat est réparti entre toutes les actions.

Néanmoins, l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut décider à la majorité simple des voix, d'affecter tout ou partie de ce reliquat, soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou à des réserves extraordinaires.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits indiqués par le conseil d'administration.

**Art. 36.** Acomptes sur dividendes

Le conseil d'administration est autorisé à distribuer dans les conditions prévues par la loi un ou plusieurs acomptes sur les dividendes de l'exercice en cours.

CHAPITRE VI. — *Dissolution***Art. 37.** Liquidation

En cas de dissolution de la société, un décret en fixera le mode de liquidation.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de l'acte authentique constatant l'adoption par l'assemblée générale de la S.A. Financière wallonne des P.M.I. desdits statuts.

Namur, le 13 septembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

## ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 2832

[C – 2001/27553]

**13. SEPTEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Satzungen der "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries" (Wallonische Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaft für kleine und mittlere Industrien), abgekürzt "Financière wallonne des P.M.I."**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere der Artikel 6 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, in seinem einzigen Artikel;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 bezüglich des Organisationsschemas der "K.M.B.-Kuppel";

Aufgrund des von dem Verwaltungsrat der "S.R.I.W." ("Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie)) am 11. Juli 2001 verabschiedeten Vorschlags;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung genehmigt die Umwandlung der "S.A. Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", abgekürzt "Financière wallonne des P.M.I.", in eine spezialisierte Tochtergesellschaft der "S.R.I.W." und genehmigt die Satzungen dieser Gesellschaft mit folgendem Wortlaut:

## SATZUNGEN

SOCIETE WALLONNE DE PARTICIPATION ET DE FINANCEMENT  
DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES",  
abgekürzt: "FINANCIERE WALLONNE DES P.M.I."

Gesellschaftssitz in 4000 – Lüttich, avenue Maurice Destenay 13  
R.C. Lüttich Nr. 162459

KAPITEL I. — *Bezeichnung, Gesellschaftssitz, Gesellschaftszweck, Dauer*

**Artikel 1** - Die Gesellschaft nimmt die Form einer Aktiengesellschaft an. Sie erhält die Bezeichnung "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", abgekürzt: "Financière wallonne des P.M.I."

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft öffentlichen Interesses, spezialisierte Tochtergesellschaft der "Société régionale d'investissement de Wallonie" im Sinne des Gesetzes vom zweiten April neunzehnhundert zweiundsechzig, abgeändert durch das wallonische Dekret vom sechsten Mai neunzehnhundert neunundneunzig.

**Art. 2 - Gesellschaftssitz**

Der Gesellschaftssitz befindet sich in 4000 Lüttich, avenue Maurice Destenay 13.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats, der in den Anlagen des Belgischen Staatsblatts veröffentlicht wird, kann er an jeden anderen Ort verlegt werden.

**Art. 3 - Gesellschaftszweck**

Zweck der Gesellschaft ist es, durch die Gewährung unter verschiedenen Formen von Finanzierungen oder Krediten zu beruflichen Zwecken, alleine oder gemeinsam mit Dritten, die Gründung und Entwicklung von kleinen und mittleren wallonischen Unternehmen zu fördern.

Außerdem führt sie die Aufgaben durch, mit denen sie durch Erlass der Regierung in Bezug auf die Entwicklung und Gründung kleiner und mittlerer Betriebe betraut wird.

Im Hinblick auf die Verwirklichung ihres Zwecks kann die Gesellschaft alle geschäftlichen, industriellen, finanziellen, Immobilien- und Mobiliengeschäfte ausführen, die sich direkt oder indirekt auf ihren Zweck beziehen oder von ihrer Art her dessen Verwirklichung fördern. Sie kann alleine oder gemeinsam mit Dritten jeglichen Teilhabervertrag abschließen, Anteile am Kapital einer jeden Gesellschaft übernehmen, Tochtergesellschaften gründen.

In der Ausführung ihrer anvertrauten Aufgaben kann sie derartige Geschäfte lediglich unter Vorbehalt der ausdrücklichen Genehmigung der Wallonischen Regierung abschließen.

Sie schafft eine stets auf dem neuesten Stand gehaltene Internet-Webseite, die der Öffentlichkeit allgemeine Auskünfte bezüglich ihrer Tätigkeiten, ihres Gesellschaftszwecks, der von ihr verwendeten Investitionsmittel und derer Modalitäten, sowie alle anderen Informationen und Angaben, die sie als nützlich erachtet, zur Verfügung stellt.

**Art. 4 - Dauer**

Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

**KAPITEL II. — Kapital**

**Art. 5 -** Das Gesellschaftskapital wird auf den Betrag von fünfundzwanzig Millionen Euro (25.000.000 €) festgelegt.

Es wird durch eine Million (1 000 000) Aktien ohne Angabe des Nennwerts dargestellt, wobei jede einem Millionstel des Gesellschaftsvermögens entspricht.

Das Kapital kann nachträglich in einem oder mehreren Malen durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter nach Beratung wie in Sachen Satzungsänderungen erhöht oder herabgesetzt werden.

**Art. 6 -** Nach Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft, dessen Protokoll am sechsten Juli neunzehnhundertsebenundachtzig von Herrn Henri Loge, Notar in Namur, aufgenommen wurde, ist das Gesellschaftskapital ein erstes Mal erhöht und auf dreihundert Millionen belgische Franken (300 000 000 BEF) festgelegt worden, und zwar durch Bareinlagen mit der Ausgabe von zweihundertachtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig neuen Aktien ohne Angabe des Nennwerts. Diese Erhöhung wurde vollständig gezeichnet und eingezahlt.

Nach Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft, dessen Protokoll am zweiundzwanzigsten April neunzehnhundertachtundachtzig von Herrn Henri Loge, Notar in Namur, aufgenommen wurde, ist das Gesellschaftskapital ein zweites Mal erhöht und auf neunhundert Millionen belgische Franken (900 000 000 BEF) festgelegt worden, und zwar durch Bareinlagen mit der Ausgabe von sechshunderttausend neuen Aktien ohne Angabe des Nennwerts. Diese Erhöhung wurde vollständig gezeichnet und eingezahlt.

Nach Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft, dessen Protokoll am fünften April neunzehnhundertsechundneunzig von Herrn Philippe de Ville, Notar in Lüttich, aufgenommen wurde, ist das Gesellschaftskapital ein drittes Mal erhöht und auf eine Milliarde belgische Franken (1 000 000 000 BEF) festgelegt worden, und zwar durch Bareinlagen mit der Ausgabe von hunderttausend neuen Aktien ohne Angabe des Nennwerts. Diese Erhöhung wurde vollständig gezeichnet und eingezahlt.

Am fünfzehnten Mai zweitausendundeins hat die Generalversammlung der Gesellschaft das Kapital nach dessen Umrechnung in Euro durch Abbuchung vom Gewinnvortrag ohne Ausgabe neuer Gesellschaftsanteile auf fünfundzwanzig Millionen Euro (25.000.000 €) festgesetzt.

**Art. 7 -** Die Einzahlungen, die für die bei ihrer Zeichnung nicht vollständig eingezahlten Aktien durchzuführen sind, müssen zu den von dem Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkten erfolgen.

Der Aktionär, der nach einer per Einschreiben zugestellten Fristanzeige von fünfzehn Tagen bei der Aufforderung zur Einzahlung von Kapital auf die Aktien in Verzug kommt, muss der Gesellschaft die zum gesetzlichen Zinssatz in Geschäftssachen berechneten Zinsen ab dem Tag der Fälligkeit der Einzahlung vergüten.

Jede erforderte oder durchgeführte Einzahlung wird von den gesamten Aktien abgebucht, von denen der Aktionär Inhaber ist.

Der Verwaltungsrat kann den Aktionären genehmigen, ihre Wertpapiere im Voraus einzubezahlen; er legt die Bedingungen fest, unter denen die vorfristigen Einzahlungen genehmigt werden.

**Art. 8 - Art der Wertpapiere**

Die Aktien sind und bleiben Namensaktien.

Die Namensaktien werden in einem im Gesellschaftssitz aufbewahrten Aktienbuch eingetragen, das jeder Aktionär jederzeit einsehen kann.

Die Abtretung der Namensaktien erfolgt durch eine im Aktienbuch eingetragene Übertragungserklärung.

**Art. 9 - Abtretung**

Kein Aktionär kann die Gesamtheit oder einen Teil seiner Wertpapiere an eine Drittperson abtreten, ohne sie vorher den anderen Aktionären angeboten zu haben.

Der Aktionär, der beschließt seine Aktien abzutreten, setzt die Gesellschaft davon in Kenntnis. Diese übermittelt dieses Angebot innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben den anderen Aktionären.

Diese verfügen über zwei Monate ab der Einsendung des Einschreibens, um dieses Angebot anzunehmen oder abzulehnen, wobei sie die maximale Anzahl der Wertpapiere angeben, die sie zu erwerben beabsichtigen.

Wenn die anderen Aktionäre nicht das Vorkaufsrecht auf die Gesamtheit der zum Verkauf angebotenen Wertpapiere ausgeübt haben, steht dem Abtretenden frei, innerhalb einer Frist, die drei Monate ab dem Fälligkeitsdatum der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist von zwei Monaten nicht überschreitet, die Gesamtheit der angebotenen Wertpapiere zu den im Angebot angegebenen Preisen und Bedingungen an eine Drittperson abzutreten.

Wenn das Vorkaufsrecht auf die Gesamtheit der angebotenen Wertpapiere ausgeübt wurde, ist ihr Preis dem Abtretenden innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem gleichen Ablaufdatum der Frist des Vorkaufsrechts auszuführen.

**Art. 10 - Bezugsrecht (Kapitalerhöhung)**

Im Falle einer Kapitalerhöhung durch Bareinlagen sind allein die Aktieninhaber berechtigt, neue Aktien im Verhältnis zu ihrem Anteil im Gesellschaftskapital zu zeichnen.

Die neuen Aktien, die nicht von den früheren Aktionären in der Ausübung ihres Bezugsrechts gezeichnet werden, werden denjenigen Aktionären angeboten, die von diesem Recht Gebrauch gemacht haben, bevor die Aktien gegebenenfalls Drittpersonen angeboten werden.

Ungeachtet der vorhergehenden Absätze kann die Generalversammlung nach Beratung wie in Sachen Satzungsänderungen beschließen, dass die Gesamtheit oder ein Teil der als Vergütung für Neueinlagen auszugebenden Aktien nicht aufgrund des Bezugsrechts den früheren Aktionären angeboten werden, wobei die gesetzlich vorgeschriebenen Formalitäten zu beachten sind.

**Art. 11 - Unteilbarkeit der Aktien**

Die Aktien sind der Gesellschaft gegenüber unteilbar. Diese erkennt lediglich einen Eigentümer pro Wertpapier an.

Wenn eine Aktie mehrere Eigentümer hat, ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung der damit verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine einzige Person als Eigentümer der Aktie gegenüber der Gesellschaft bezeichnet wird.

In keinem Fall können die Gläubiger oder anderen Rechtsnachfolger eines Aktionärs weder sich in die Verwaltung der Gesellschaft einmischen, noch die Versiegelung der sich in deren Besitz befindenden Güter oder Wertpapiere veranlassen.

Zur Ausübung ihres Rechts müssen sie sich auf die Bilanzen und Beschlüsse der Generalversammlung und des Verwaltungsrats berufen.

*KAPITEL III. — Verwaltung, Aufsicht, Personal*

**Art. 12 - Zusammensetzung des Verwaltungsrats**

Die Gesellschaft wird von einem Rat verwaltet, der sich aus vierzehn Mitgliedern zusammensetzt, die von der Generalversammlung für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt werden und von Letzterer jederzeit wieder abgesetzt werden können.

Elf Verwaltungsratsmitglieder werden auf Vorschlag der Wallonischen Region ernannt und drei auf Vorschlag der Aktionäre außerhalb der Wallonischen Region, die mindestens fünf Prozent der für das Kapital der Gesellschaft repräsentativen Aktien in ihrem Besitz haben.

Die Mitglieder werden für jeden zu beziehenden Posten auf einer doppelten Liste vorgeschlagen.

Die doppelte Liste für den Vorschlag der Kandidaten der Aktionäre, die mindestens fünf Prozent in ihrem Besitz haben, wird zum Versammlungsbeginn durch Abstimmung allein unter diesen Aktionären aufgestellt.

Falls mehr als drei Aktionäre vorhanden sind, steht das Vorschlagsrecht unter den mindestens fünf Prozent der Aktien besitzenden Aktionären jedem der drei Aktionäre zu, welche die größte Anzahl Aktien im Besitz haben.

Die Generalversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern eine den Gemeinkosten anzurechnende feste Entschädigung gewähren.

Das Mandat der scheidenden Verwaltungsratsmitglieder erlischt unverzüglich nach der Versammlung, bei der die Wiederwahl vorgenommen wurde.

**Art. 13 - Vakanz**

Falls infolge eines Sterbefalls, eines Rücktritts, einer Unvereinbarkeit oder aus jedem anderen Grund eine Stelle als Verwaltungsratsmitglied frei wird, können die übrigen Aktionäre diese vorübergehend unter Beachtung der Vorschlagsregeln besetzen.

Diese Ernennung unterliegt der Ratifizierung der nächstfolgenden Generalversammlung. Jedes unter den oben erwähnten Bedingungen ernannte Verwaltungsratsmitglied beendet das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds, das es ersetzt.

**Art. 14 - Vorsitz - stellvertretender Vorsitz**

Nach gleichlautendem Gutachten der Wallonischen Regierung wählt der Rat unter den Mitgliedern einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende.

Die Rangordnung unter den Letzteren wird nach dem Dienstalder im Amt und anschließend nach dem Alter geregelt.

**Art. 15 - Versammlungen**

Der Rat tritt auf Einberufung und unter dem Vorsitz seines Vorsitzenden, oder falls dieser verhindert ist, eines stellvertretenden Vorsitzenden oder eines von seinen Kollegen bezeichneten Verwaltungsratsmitglieds zusammen, und zwar jedes Mal wenn es das Interesse der Gesellschaft erfordert oder wenn es mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder beantragen.

Die Versammlungen finden an dem in der Einberufung angegebenen Ort statt.

Die Einberufungen erfolgen entweder per gewöhnliches Schreiben oder Einschreiben, oder per Telegramm, Telex, Fernkopierer, E-Mail oder gar per Telefon.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann während oder nach der Versammlung auf diese Einberufung verzichten und es wird in jedem Fall davon ausgegangen, dass er ordnungsgemäß vorgeladen wurde, wenn er bei der Versammlung anwesend ist oder vertreten wird.



**Art. 16 - Beratungen**

Der Verwaltungsrat ist lediglich dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Jedes verhinderte oder abwesende Verwaltungsratsmitglied kann einen seiner Kollegen schriftlich, per Telegramm, Telex, Fernkopierer oder E-mail bevollmächtigen, ihn an einer Versammlung des Rats zu vertreten und für ihn an Ort und Stelle zu stimmen.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jedoch nicht mehr als einen Kollegen vertreten.

Jedes abwesende Verwaltungsratsmitglied kann ebenfalls seine Meinungen äußern und seine Stimme schriftlich, per Telegramm, Telex, Fernkopierer oder E-mail abgeben, dies jedoch nur, wenn die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder persönlich anwesend sind.

In außergewöhnlichen, durch die Dringlichkeit und das soziale Interesse gebührend begründeten Fällen können die Beschlüsse des Verwaltungsrats im schriftlich ausgedrückten allgemeinen Einverständnis der Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden. Für die Jahresabschlüsse oder die Verwendung des genehmigten Kapitals kann allerdings nicht auf dieses Verfahren zurückgegriffen werden.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst; bei Stimmengleichheit ist die Stimme desjenigen ausschlaggebend, der den Vorsitz der Versammlung führt.

**Art. 17 - Protokolle**

Die Beratungen des Verwaltungsrats werden durch Protokolle festgestellt, die vom Vorsitzenden und von den Verwaltungsratsmitgliedern auf deren Anfrage unterzeichnet und in ein eigens dafür vorgesehenes, im Gesellschaftsregister geführtes Register eingefügt werden.

Die vor Gericht oder andernorts vorzulegenden Abschriften oder Auszüge werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 18 - Befugnisse des Rats**

Der Verwaltungsrat ist befugt, alle zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks erforderlichen oder nützlichen Handlungen auszuführen, mit Ausnahme derjenigen, die das Gesetz der Generalversammlung und das Dekret dem Vorstand und dem(den) Kreditausschuss(ñ) vorbehalten.

Er verabschiedet im Rahmen der von der Wallonischen Regierung festgelegten Zielrichtungen die Modalitäten und allgemeinen Investitionsbedingungen der Gesellschaft.

Er schlägt der Wallonischen Regierung die Satzungsänderungen vor und gibt ein Gutachten über die Entwürfe derartiger Änderungen ab.

Er übermittelt der Wallonischen Regierung jährlich einen Bericht über die Tätigkeit der Gesellschaft.

Was die von der Wallonischen Regierung anvertrauten Aufgaben betrifft, wird der Rat lediglich mit deren Ausführung und Einleitung beauftragt.

**Art. 19 - Tägliche Geschäftsführung**

Die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft wird einem Vorstand anvertraut, der sich aus drei von dem Verwaltungsrat ernannten Mitgliedern zusammensetzt.

Ein Mitglied, welches das Amt des Vorsitzenden des Vorstands bekleidet, wird auf gleichlautendem Gutachten der Wallonischen Regierung innerhalb des Verwaltungsrats ernannt; die beiden anderen Mitglieder dieses Vorstands werden von dem Rat außerhalb seiner Mitglieder ernannt.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats können nicht den Vorsitz des Vorstands übernehmen.

Die Mitglieder des Vorstands bilden ein Kollegium.

**Art. 20 - Vertretung**

Unter Vorbehalt einer Vollmachtserteilung des Verwaltungsrats wird die Gesellschaft in allen Handlungen, einschließlich derjenigen, für die ein öffentlicher Beamter oder ein Ministerialbeamter seinen Beitrag leistet, sowie der Befugnisse und Vollmachten, durch zwei Verwaltungsratsmitglieder, unter ihnen der Vorsitzende des Verwaltungsrats, rechtsgültig vertreten, ohne dass diese entgegen Dritter einen Beschluss des Verwaltungsrats zu rechtfertigen brauchen. Dies gilt ebenfalls für die Vertretung vor Gericht, ob als antragstellende oder als verklagte Partei.

Die unter die tägliche Geschäftsführung fallenden Handlungen werden rechtsgültig von zwei Mitgliedern des Vorstands unterzeichnet.

**Art. 21 - Kreditausschüsse**

Die Gewährung von Krediten, Finanzierungen und Garantien wird durch einen oder mehrere Kreditausschüsse beschlossen.

Jeder Kreditausschuss setzt sich aus acht Mitgliedern zusammen, unter ihnen der Vorsitzende und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats, die drei Vorstandsmitglieder und zwei Mitglieder, die von dem Rat unter den auf Vorschlag der mindestens fünf Prozent des Kapitals besitzenden Aktionäre außerhalb der Wallonischen Region bezeichneten Verwaltungsratsmitgliedern ernannt werden.

Der(die) Kreditausschuss("se) bezeichnen ihren Vorsitzenden.

**Art. 22 - Personal**

Die Personalmitglieder der Gesellschaft werden von dem Verwaltungsrat angestellt.

**Art. 23 - Aufsicht**

Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresabschlüsse und der Ordnungsgemäßheit der in den Jahresabschlüssen festzustellenden Buchungen entgegen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und der Satzungen wird für einen Zeitraum von drei Jahren, der erneuert werden kann, einem oder mehreren, von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannten Revisoren anvertraut.

Die Bezüge der Kommissare bestehen in einem festen Betrag, der zu Beginn des Mandats und bis zu dessen Zuendeführung von der Generalverwaltung festgelegt wird. Die Bezüge können unter Vorbehalt der Zustimmung der Parteien geändert werden.

Falls, aus welchem Grund auch immer, kein Kommissar mehr anwesend ist oder falls sich die Anzahl der Kommissare, wenn es mehrere gibt, um mehr als die Hälfte verringert hat, beruft der Verwaltungsrat unverzüglich eine Generalversammlung ein, um die offene Stelle zu besetzen.

Die Kontrolle der Durchführung durch die Gesellschaft der ihr durch Dekret oder Erlass anvertrauten Aufgaben wird von zwei von der Wallonischen Regierung gemäß den Bestimmungen des Artikels 29, § 2 des Gesetzes vom zweiten April neunzehnhundertzweiundsechzig zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, abgeändert durch das wallonische regionale Dekret vom sechsten Mai neunzehnhundertneunundneunzig, bezeichneten Kommissaren ausgeübt.

#### KAPITEL IV. — *Generalversammlungen*

##### **Art. 24** - Zusammensetzung

Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse sind für alle verbindlich, auch für die Abwesenden oder Dissidenten.

##### **Art. 25** - Ordentliche Generalversammlung

Die ordentliche Generalversammlung tritt von Rechts wegen am vierten Donnerstag des Monats April im Gesellschaftssitz oder an jedem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort zusammen.

Wenn dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am folgenden Werktag statt.

##### **Art. 26** - Außerordentliche Generalversammlung

Die außerordentlichen oder besonderen Generalversammlungen können jedesmal dann von dem Verwaltungsrat oder den Kommissaren einberufen werden, wenn es das Interesse der Gesellschaft erfordert.

Sie müssen einberufen werden, wenn Aktionäre, welche mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals darstellen, es beantragen. Der Einberufungsantrag muss der Gesellschaft übermittelt werden und die Betreffe enthalten, die auf die Tagesordnung der Versammlung zu setzen sind.

Die Generalversammlungen finden an dem in den Einberufungen angegebenen Ort statt.

##### **Art. 27** - Einberufungen

Die Einberufungen für alle Versammlungen werden gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen.

Wenn jedoch alle Aktionäre, Obligationäre, Inhaber von Vorkaufsrechten oder von Anteilscheinen, Verwaltungsratsmitglieder und Kommissare anwesend oder vertreten sind oder sich für ihre Abwesenheit entschuldigt haben, so ist die Versammlung ordnungsgemäß gebildet und beschlussfähig, ohne dass die Einberufungen nachzuweisen sind.

##### **Art. 28** - Vertretung

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, kann keine Generalversammlung beraten, wenn nicht mindestens die Hälfte der Aktien vertreten sind.

Jeder Aktienbesitzer kann sich bei der Generalversammlung von einem besonderen Mandatträger vertreten lassen, der selbst Gesellschafter oder Vertreter eines Gesellschafters ist.

Die juristischen Personen können von ihren Organen oder Mandatträgern vertreten werden, auch wenn diese keine Aktionäre sind.

Die Mandatträger müssen über eine Befugnis verfügen, deren Form von dem Organ bestimmt wird, das die Versammlung einberuft.

##### **Art. 29** - Präsidium

Den Vorsitz der Generalversammlung führt der Vorsitzende des Verwaltungsrats oder der stellvertretende Vorsitzende des Rats oder ein anderes, von seinen Kollegen bevollmächtigtes Mitglied und in Ermangelung von Verwaltungsratsmitgliedern der Aktionär, der die größte Anzahl der repräsentativen Aktien des Gesellschaftskapitals vertritt.

Der Vorsitzende bezeichnet einen Sekretär und die Versammlung bezeichnet die Stimmenzähler.

Das Versammlungspräsidium wird von den anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern und Kommissaren ergänzt.

Eine Liste mit den folgenden Angaben:

- a) die Identität der Aktienbesitzer und die Anzahl Aktien, die sie vertreten;
- b) unter Umständen die Identität der Obligationäre, Inhaber von Vorkaufsrechten oder von in Zusammenarbeit mit der Gesellschaft ausgegebenen Anteilscheinen;
- c) die Identität der anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern und Kommissare, sowie aller, zur Teilnahme an der Versammlung befugten Personen,

muss von jedem unter ihnen oder von ihren Mandatträgern vor der Generalversammlung unterzeichnet werden.

##### **Art. 30** - Stimmrecht

Bei den Wahlen in der Generalversammlung entfällt auf jede Aktie eine Stimme.

##### **Art. 31** - Abstimmungen

Keine Versammlung kann über Betreffe beraten, die nicht auf der Tagesordnung stehen.

Mit Ausnahme der gesetzlich bestimmten Fälle werden die Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst.

Die Abstimmungen erfolgen durch Handerheben oder durch Namensaufruf, es sei denn die Generalversammlung trifft mit der Mehrheit der Stimmen eine andere Entscheidung.

**Art. 32** - Protokolle

Die Beratungen der Generalversammlung werden in Protokollen festgehalten, die in ein Sonderregister eingefügt werden.

Sie werden von den Präsidiumsmitgliedern und den Aktionären, die es beantragen, unterzeichnet.

Die vor Gericht oder andernorts vorzulegenden Abschriften oder Auszüge werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

*KAPITEL V. — Geschäftsjahr, Verteilung*

**Art. 33** - Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 34** - Bestandsaufnahme, Jahresabschlüsse

Jedes Jahr stellt der Verwaltungsrat zum Datum des Abschlusses des Geschäftsjahres gemäß den gesetzlichen Bestimmungen ein Inventarverzeichnis auf und schließt die Jahresrechnungen ab. Er erstellt einen Bericht, in dem er über seine Geschäftsführung Rechenschaft ablegt.

Diese Unterlagen werden der Generalversammlung in der gesetzlich vorgeschriebenen Form und mit den gesetzlich vorgeschriebenen Unterlagen unterbreitet.

**Art. 35** - Verteilung

Nach Abzug der allgemeinen Unkosten jeder Art, der Soziallasten, der erforderlichen Tilgungen und Rückstellungen bildet der Gewinnüberschuss der Bilanz den Reingewinn.

Von diesem Reingewinn werden mindestens fünf Prozent für den gesetzlichen Reservefonds abgezogen. Dieser Abzug ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn der Reservefonds das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Restbetrag wird unter alle Aktien verteilt.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrats kann die Generalversammlung jedoch mit einfacher Stimmenmehrheit beschließen, die Gesamtheit oder einen Teil dieses Restbetrags entweder einem Vortrag auf neue Rechnung oder Vorsorgefonds oder außergewöhnlichen Rücklagen zuzuteilen.

Die Auszahlung der Dividenden erfolgt zu den Zeitpunkten und an den Orten, die von dem Verwaltungsrat bestimmt werden.

**Art. 36** - Anzahlungen auf Dividenden

Der Verwaltungsrat ist befugt, unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen einen oder mehrere Anzahlungen auf die Dividenden des laufenden Geschäftsjahres auszusütten.

*KAPITEL VI. — Auflösung*

**Art. 37** - Im Falle der Auflösung der Gesellschaft legt ein Dekret das Auflösungsverfahren fest.»

**Art. 2.** Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlass tritt am Datum der authentischen Urkunde zur Feststellung der Genehmigung durch die Generalversammlung der « S.A. Financière wallonne des P.M.I. » besagter Satzungen in Kraft.

Namur, den 13. September 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

VERTALING

N. 2001 — 2832

[C — 2001/27553]

**13 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de statuten van de « Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries » (Waalse participatie- en financieringsmaatschappij voor kleine en middelgrote industriebedrijven), in het kort : « Financière wallonne des P.M.I. »**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 6 en 9;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen, in zijn enig artikel;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 14 juni 2001 inzake het organisatieschema van de Koepel K.M.O.'s;

Gelet op het door de raad van bestuur van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië goedgekeurde voorstel, de dato 11 juli 2001;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering keurt de omvorming goed van de N.V. « Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries » (Waalse participatie- en financieringsmaatschappij voor kleine en middelgrote industriebedrijven), in het kort « Financière wallonne des P.M.I. », tot een gespecialiseerd filiaal van de "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië) en keurt de statuten van eerstgenoemde vennootschap zoals hierna vermeld, goed :

#### STATUTEN

#### « SOCIETE WALLONNE DE PARTICIPATION ET DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES »

(Waalse participatie- en financieringsmaatschappij voor kleine en middelgrote industriebedrijven),  
in het kort : « Financière wallonne des P.M.I. »

Maatschappelijke zetel te 4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13  
H.R. Liège nr. 162459

#### HOOFDSTUK I. — *Benaming, maatschappelijke zetel, doel, duur*

**Artikel 1.** De maatschappij neemt de naamloze vorm aan. Ze krijgt de benaming "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries" (Waalse participatie- en financieringsmaatschappij voor kleine en middelgrote industriebedrijven), in het kort "Financière wallonne des P.M.I."

De maatschappij is een maatschappij van openbaar belang die als gespecialiseerde dochteronderneming deel uitmaakt van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië) in de zin van de wet van twee april negentienhonderd tweeënzestig zoals gewijzigd bij het Waalse decreet van zes mei negentienhonderd negennegentig.

#### **Art. 2.** Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd in 4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13.

Bij beslissing van de raad van bestuur, bekendgemaakt in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*, kan de zetel overgeplaatst worden naar welke andere plaats ook in Wallonië.

#### **Art. 3.** Doel

Doel van de maatschappij is het bevorderen van de creatie en de ontwikkeling van Waalse kleine en middelgrote bedrijven door het toekennen onder welke vorm ook, alleen of verenigd met derden, van financieringen en kredieten voor beroepsdoeleinden.

Daarnaast zal de maatschappij de opdrachten uitvoeren die haar per overdracht worden toegewezen bij besluit van de Waalse Regering in verband met de ontwikkeling en de creatie van kleine en middelgrote bedrijven.

Om haar doel te verwezenlijken, zal de maatschappij elke handels-, nijverheids-, financiële, onroerende of roerende verrichting door kunnen voeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met haar doel of die van aard is om de verwezenlijking ervan te bevorderen.

Zij zal elke associatieovereenkomst kunnen aangaan, participaties kunnen nemen in het kapitaal van elke vennootschap, dochterondernemingen kunnen oprichten, alleen of in verenigd met derden.

In de uitvoering van de overgedragen opdrachten zal ze dergelijke verrichtingen enkel kunnen doorvoeren middels uitdrukkelijke machtiging vanwege de Waalse Regering.

Zij zal een website oprichten en bijhouden zodat het publiek algemene informatie ter beschikking wordt gesteld in verband met haar activiteiten, haar doel, de door haar gebruikte interventiemiddelen en -modaliteiten, evenals elke andere informatie en alle andere gegevens die zij nuttig acht.

#### **Art. 4.** Duur

De maatschappij is opgericht voor een onbepaalde duur.

#### HOOFDSTUK II. — *Kapitaal*

**Art. 5.** Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op de som van vijftiwintig miljoen euro (25.000.000 €).

Het wordt vertegenwoordigd door één miljoen (1 000 000) aandelen zonder vermelding van de nominale waarde die elk één miljoenste van het maatschappelijk vermogen vertegenwoordigen.

Het kapitaal kan op een later tijdstip verhoogd of verlaagd worden in één of verschillende keren bij beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de vennoten in een beraadslaging zoals geldend inzake statutenwijzigingen.

**Art. 6.** Volgens de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de maatschappij genotuleerd door Mr. Henri Loge, notaris te Namen, op zes juli negentienhonderd zevententachtig, werd het maatschappelijk kapitaal een eerste keer verhoogd en gebracht op driehonderd miljoen Belgische frank (300 000 000 BF) door inbreng in contanten, met uitgifte van tweehonderdachtennegentigduizend zevenhonderd vijftig nieuwe aandelen zonder vermelding van hun nominale waarde. Die verhoging werd volledig ingeschreven en volgestort.

Volgens de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de maatschappij genotuleerd door Mr. Henri Loge, notaris te Namen, op tweeëntwintig april negentienhonderd achtentachtig, werd het maatschappelijk kapitaal een tweede keer verhoogd en gebracht op negenhonderd miljoen Belgische frank (900 000 000 BF) door inbreng in contanten, met uitgifte van zeshonderdduizend nieuwe aandelen zonder vermelding van hun nominale waarde. Die verhoging werd volledig ingeschreven en volgestort.

Volgens de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de maatschappij genotuleerd door Mr. Philippe de Ville, notaris te Luik, op vijf april negentienhonderd zesennegentig, werd het maatschappelijk kapitaal een derde keer verhoogd en gebracht op één miljard Belgische frank (1 000 000 000 BF) door inbreng in contanten, met uitgifte van honderdduizend nieuwe aandelen zonder vermelding van hun nominale waarde. Die verhoging werd volledig ingeschreven en volgestort.

De algemene vergadering van de maatschappij de dato vijftien mei tweeduizend één heeft het door opleg aan de overgedragen winst onttrokken kapitaal, na het in euro te hebben uitgedrukt, op vijftiengint miljoen euro (25.000.000 €) gebracht, zonder uitgifte van nieuwe maatschappelijke aandelen.

**Art. 7.** De stortingen op de aandelen die bij hun inschrijving nog niet volgestort zijn, dienen verricht te worden op de tijdstippen die de raad van bestuur zal bepalen.

Aandeelhouders die laattijdig aan de opvraging van storting op de aandelen voldoen hoewel hen daarvan bij aangetekend schrijven een voorafgaande kennisgeving van vijftien dagen is verstrekt, zijn de maatschappij in handelszaken geldige wettelijke interessen verschuldigd te rekenen vanaf de dag van eisbaarheid van de storting.

Elke opgevraagde of verrichte storting wordt verrekend op het totaal der aandelen die een aandeelhouder bezit.

De raad van bestuur kan de aandeelhouders machtigen om hun effecten vroegtijdig vol te storten; hij bepaalt de voorwaarden waaronder vroegtijdige stortingen worden toegestaan.

**Art. 8.** Aard van de effecten

De aandelen zijn en blijven op naam.

De aandelen op naam zijn ingeschreven in een register dat bewaard wordt op de maatschappelijke zetel en dat te allen tijde ingekeken kan worden door elke aandeelhouder.

Overgedragen worden de aandelen op naam middels een verklaring van overdracht dat in het register wordt ingeschreven.

**Art. 9.** Overdracht

Geen enkele vennoot zal zijn effecten of een deel ervan aan derden kunnen overdragen zonder ze eerst aangeboden te hebben aan de andere aandeelhouders.

De aandeelhouder die besloten heeft zijn aandelen over te dragen, licht de maatschappij daarover in zodat laatstgenoemde het aanbod bij aangetekend schrijven mee kan delen aan de andere aandeelhouders, in een termijn van vijftien dagen.

Laatstgenoemden beschikken over twee maanden te rekenen vanaf de verzending van de aangetekende brieven om dat aanbod te aanvaarden of af te slaan en in geval van aanvaarding het maximumaantal aandelen mede te delen dat ze voornemens zijn aan te kopen.

Indien de andere aandeelhouders het voorkeurecht niet hebben uitgeoefend op alle te koop aangeboden effecten, zal de overdrager vrij zijn om het geheel zijner aandelen aan een derde over te dragen tegen de prijs en de voorwaarden die in het aanbod werden vermeld, binnen een termijn van minder dan drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop de termijn van twee maanden bedoeld in het vorige lid afgelopen is.

Indien het voorkeurecht is uitgeoefend op het geheel der aangeboden effecten, moet hun prijs aan de overdrager worden betaald binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf dezelfde datum van afloop van de uitoefening van dat recht.

**Art. 10.** Recht van voorrang (kapitaalsverhoging)

In geval van kapitaalsverhoging door inbreng in contanten zullen enkel de houders van de aandelen in evenredigheid met hun aandeel in het maatschappelijk kapitaal over het recht beschikken om op de nieuwe aandelen in te schrijven.

De nieuwe aandelen waarop niet zou zijn ingeschreven door de oude aandeelhouders in uitvoering van hun recht van voorrang, zullen worden aangeboden aan de aandeelhouders die van dat recht gebruik hebben gemaakt, in voorkomend geval alvorens te worden aangeboden aan derden.

Niettegenstaande voorafgaande leden kan de algemene vergadering in een beraadslaging zoals geldend voor statutenwijzigingen beslissen dat de aandelen die uitgegeven dienen te worden als verloning van de nieuwe inbreng noch geheel noch gedeeltelijk bij voorrang aangeboden zullen worden aan de oude aandeelhouders, mits naleving van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten.

**Art. 11.** Ondeelbaarheid van de aandelen

De aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de maatschappij die slechts één eigenaar per effect erkent.

Indien er verschillende eigenaars per effect bestaan, beschikt de maatschappij over het recht om de uitoefening van de aan het effect verbonden rechten op te schorten totdat er slechts één persoon is aangewezen die ten haren opzichte als bezitter van het aandeel wordt aangeduid.

De schuldeisers en andere rechthebbenden van een aandeelhouder mogen zich in geen enkel geval inmengen in het bestuur van de maatschappij noch de verzegeling vorderen van de goederen en de waarden die haar eigendom zijn.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten ze verwijzen naar de balansen en de beslissingen van de algemene vergadering en de raad van bestuur.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht, personeel*

**Art. 12.** Samenstelling van de raad van bestuur

De maatschappij wordt bestuurd door een raad bestaande uit veertien leden die door de algemene vergadering voor een termijn van zes jaar worden benoemd en die laatstgenoemde te allen tijde kan ontslaan.

Er worden elf bestuurders benoemd op de voordracht van het Waalse Gewest en drie op de voordracht van de aandeelhouders die minstens vijf percent van de aandelen ter vertegenwoordiging van de maatschappij in handen hebben.

De voordracht geschiedt op een dubbele lijst voor elk ambt waarin moet worden voorzien.

De dubbele voordrachtslijst van de kandidaten aandeelhouders die minstens vijf percent in handen hebben, wordt opgesteld bij aanvang van de vergadering middels een stemming waaraan enkel betrokken aandeelhouders mogen deelnemen.

Indien er meer dan drie aandeelhouders bestaan, gaat het voordrachtsrecht binnen de groep aandeelhouders die minstens vijf percent van de aandelen in handen hebben, uit naar elkeen van de drie aandeelhouders die over het grootste aantal aandelen beschikken.

De algemene vergadering zal de bestuurders een vaste vergoeding kunnen toekennen die op de algemene kosten zal dienen te worden aangerekend.

Het ambt van de aftredende bestuurders houdt onmiddellijk op na de vergadering waarop ze werden herverkozen.

#### **Art. 13. Openstaand ambt**

Indien er een ambt van bestuurder openstaat wegens overlijden, ontslag, onverenigbaarheid of om andere redenen ook, zullen de overige bestuurders daar voorlopig in kunnen voorzien mits naleving van de voordrachtsregels.

Bedoelde benoeming zal door de eerstvolgende algemene vergadering goedgekeurd dienen te worden. Bestuurders die in de omstandigheden zoals hierboven uiteengezet worden benoemd, voleindigen het ambt van de bestuurder die ze vervangen.

#### **Art. 14. Voorzitterschap, ondervoorzitterschap**

Onder de leden kiest de raad op eensluidend advies van de Waalse Regering één voorzitter en twee ondervoorzitters.

De voorrang van de ene ondervoorzitter op de andere wordt geregeld door de ambtsanciënniteit en, vervolgens, door de leeftijd.

#### **Art. 15. Vergaderingen**

Vergaderingen van de raad vinden plaats door bijeenroeping en onder het voorzitterschap van de voorzitter of, indien hij verhinderd is, van een ondervoorzitter of een bestuurder die door zijn gelijken wordt aangewezen, telkens als dat vereist is door het belang van de maatschappij of telkens als ten minste twee bestuurders daarom vragen.

Vergaderd wordt op de plaats die in de oproepingsbrieven wordt vermeld.

De oproeping geschiedt ofwel bij aangetekend of eenvoudig schrijven, ofwel per telegram, telex, fax, e-mail of zelfs per telefoon.

Elke bestuurder kan tijdens of na de vergadering afzien van de oproeping en zal in elk geval beschouwd worden als regelmatig opgeroepen indien hij op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is.

#### **Art. 16. Beraadslagingen**

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen indien ten minste de helft van diens leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Elke verhinderde of afwezige bestuurder kan schriftelijk, per telegram, telex, fax of e-mail één van zijn gelijken in de raad de opdracht overdragen om hem te vertegenwoordigen in de raad en in zijn plaats te stemmen.

Elke bestuurder kan evenwel slechts één enkele persoon vertegenwoordigen.

Elke afwezige bestuurder kan eveneens zijn adviezen verlenen en zijn stem uitbrengen op schriftelijke wijze, per telegram, telex, fax of e-mail, maar enkel indien de helft der bestuurders lijfelijk aanwezig zijn.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de maatschappij zulks vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij schriftelijke eenparige instemming van de bestuurders. Die procedure kan echter niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening of de aanwending van het toegestane kapitaal.

De beslissingen van de raad van bestuur worden getroffen bij gewone meerderheid der uitgebrachte stemmen; bij staking der stemmen weegt de stem door van de persoon die de vergadering voorziet.

#### **Art. 17. Notulering**

Over de beraadslagingen door de raad van bestuur wordt een verslag opgesteld aan de hand van notulen die ondertekend worden door de voorzitter en de bestuurders welke daarom vragen en die opgenomen worden in een daartoe voorzien register dat op de maatschappelijke zetel bewaard wordt.

De afschriften of uittreksels die aan de rechtbank of elders voorgelegd dienen te worden, worden door twee bestuurders ondertekend.

#### **Art. 18. Bevoegdheden van de raad**

De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van de handelingen die bij wet voorbehouden worden aan de algemene vergadering en bij decreet aan het directiecomité en het (de) kredietcomité(s).

De raad bepaalt de nadere regels en de algemene voorwaarden voor het optreden van de maatschappij in het raam van de door de Waalse Regering bepaalde richtsnoeren.

De raad legt de statutenwijzigingen van de maatschappij aan de Waalse Regering voor en brengt advies uit over de ontwerpen tot dergelijke wijzigingen.

Jaarlijks maakt de raad een activiteitenverslag van de maatschappij over aan de Waalse Regering.

Wat betreft de opdrachten die door de Waalse Regering per overdracht worden toegewezen, is de raad enkel belast met hun uitvoering en implementering.

#### **Art. 19. Dagelijks beheer**

Het dagelijks beheer van de maatschappij wordt toevertrouwd aan een directiecomité bestaande uit drie leden benoemd door de raad van bestuur.

Eén lid, dat het ambt van voorzitter van het directiecomité uitoefent, wordt benoemd binnen de raad van bestuur op eensluidend advies van de Waalse Regering; de twee andere leden van het comité worden door de raad benoemd buiten de raad.

De voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur mogen het directiecomité niet voorzitten.

De leden van het directiecomité vormen een college.

**Art. 20.** Vertegenwoordiging

Behalve overdracht door de raad van bestuur is de maatschappij geldig vertegenwoordigd in al zijn handelingen, daarbij inbegrepen in de handelingen waaraan een openbaar ambtenaar of een ministerieel ambtenaar zijn medewerking verleent, eveneens in de bevoegdheden en volmachten, zonder dat ze zich moeten verantwoorden tegenover een beslissing van de raad van bestuur, door twee bestuurders waaronder de voorzitter van de raad van bestuur.

Hetzelfde geldt voor de vertegenwoordiging voor de rechtbank als eiser of verweerder.

De handelingen die onder het dagelijks besheer vallen, worden geldig ondertekend door twee leden van het directiecomité.

**Art. 21.** Kredietcomités

Beslissingen in verband met het toekennen van kredieten, financieringen en waarborgen worden getroffen door één of meerdere kredietcomités.

Elk kredietcomité bestaat uit acht leden, waaronder de voorzitter en de twee ondervoorzitters van de raad van bestuur, de drie leden van het directiecomité en twee leden benoemd door de raad onder de bestuurders aangewezen op voordracht van de andere aandeelhouders dan het Waalse Gewest en die minsten vijf percent van het kapitaal in handen hebben.

Het(de) kredietcomité(s) wijzen een voorzitter aan.

**Art. 22.** Personeel

De personeelsleden van de maatschappij worden in dienst genomen door de raad van bestuur.

**Art. 23.** Toezicht

Het toezicht over de geldelijke toestand, de jaarrekening en de naleving van het wetboek van vennootschappen en de statuten, de verrichtingen die vastgesteld dienen te worden in de jaarrekening, wordt toevertrouwd aan één of verschillende revisoren die worden benoemd door de algemene vergadering uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

De emolumenten van de commissarissen bestaan uit een vast bedrag dat door de algemene vergadering vastgelegd wordt bij aanvang en voor de duur van hun ambt. Bedoelde emolumenten kunnen gewijzigd worden mits instemming der partijen.

Mochten er geen commissarissen meer zijn of ingeval het aantal commissarissen, indien er meerdere zijn, tot op minder dan de helft is gevallen, om welke reden ook, wordt er door de raad van bestuur onmiddellijk een algemene vergadering bijeengeroepen zodat in de openstaande ambten kan worden voorzien.

Het toezicht over de uitvoering door de maatschappij van de opdrachten die hem bij decreet of besluit zijn overgedragen, wordt uitgeoefend door twee commissarissen aangewezen door de Waalse Regering overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, § 2, van de wet van twee april negentien honderd tweeënzestig tot oprichting van een Nationale investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het Waalse gewestdecreet van zes mei negentienhonderd negenennegentig.

**HOOFDSTUK IV. — Algemene vergaderingen****Art. 24.** Samenstelling

De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid der aandeelhouders van de maatschappij. Zijn beslissingen zijn bindend, zelfs voor hen die afwezig zijn of anders oordeelden.

**Art. 25.** Gewone algemene vergadering

De jaarlijkse algemene vergadering komt van rechtswege bijeen op de maatschappelijke zetel de vierde donderdag van de maand april of op elke andere plaats die in de oproepingsbrieven worden vermeld.

Indien die dag een feestdag is, komt de vergadering bijeen de eerstvolgende werkdag.

**Art. 26.** Buitengewone algemene vergadering

Er kunnen door de raad van bestuur of de commissarissen buitengewone of bijzondere algemene vergaderingen worden bijeengeroepen telkens als dat door het belang van de maatschappij wordt vereist.

Zij moeten verplicht bijeengeroepen worden als dat aangevraagd wordt door aandeelhouders die minstens één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. De aanvraag tot bijeenroeping dient te worden gericht aan de maatschappij en moet de punten vermelden die op de agenda van de vergadering dienen te worden geplaatst.

De algemene vergaderingen worden gehouden op de plaats die in de oproepingsbrieven worden vermeld.

**Art. 27.** Bijeenroepingen

De bijeenroepingen voor alle vergaderingen worden verricht overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Indien evenwel de aandeel- en obligatiehouders, de houders van inschrijvingsrechten en bewijzen, de bestuurders en de commissarissen aanwezig of vertegenwoordigd zijn of gevraagd hebben om hun afwezigheid te verontschuldigen, is de vergadering geldig samengesteld en gemachtigd om te beraadslagen zonder dat verantwoording over de bijeenroepingen dient te worden afgelegd.

**Art. 28.** Vertegenwoordiging

Behalve andersluidende wettelijke bepaling kan geen enkele algemene vergadering beraadslagen indien minder dan de helft der aandelen vertegenwoordigd is.

Elke eigenaar van aandelen kan zich laten vertegenwoordigen op de algemene vergadering door een bijzondere gemachtigde die zelf vennoot is of vertegenwoordiger van een vennoot.

Rechtspersonen kunnen vertegenwoordigd worden door hun organen of gemachtigden, zelfs indien die geen aandeelhouders zijn.

Gemachtigden kunnen houder van een volmacht zijn waarvan de vorm bepaald kan worden door het orgaan dat de vergadering bijeenroept.

**Art. 29. Bureau**

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of door een ondervoorzitter van de raad of een ander lid dat afgevaardigd wordt door zijn gelijken en, in afwezigheid van bestuurders, door de aandeelhouder die het grootste aantal aandelen ter vertegenwoordiging van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigt.

De voorzitter wijst een secretaris aan en de vergadering wijst de stemmenopnemers aan.

Een aanwezigheidslijst waarop worden vermeld :

- a) de identiteit van de eigenaars van aandelen en het aantal aandelen dat ze vertegenwoordigen;
- b) de identiteit van eventuele obligatiehouders, houders van een inschrijvingsrecht of van bewijzen die uitgegeven werden in samenwerking met de maatschappij;
- c) de identiteit van de aanwezige bestuurders en commissarissen, evenals van alle personen die gemachtigd zijn om de vergadering bij te wonen, moet vóór de algemene vergadering worden ondertekend door éénieder van die personen of hun gevolmachtigde.

**Art. 30. Stemrecht**

In de stemmingen tijdens de algemene vergaderingen geeft elk aandeel recht op één stem.

**Art. 31. Beraadslagingen**

Geen enkele vergadering kan beraadslagen over punten die niet op de agenda staan. Behalve de gevallen waarin de wet voorziet, worden de beslissingen met absolute meerderheid der aanwezige of vertegenwoordigde stemmen getroffen.

Er wordt per handopsteken of per namenafroeping gestemd, tenzij de algemene vergadering er bij meerderheid der stemmen anders over beslist.

**Art. 32. Notulering**

De beraadslagingen van de algemene vergadering worden genotuleerd. De notulen worden in een daartoe voorzien register bijgehouden.

Zij worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die daarom vragen.

De afschriften of uittreksels die aan de rechtbank of elders voorgelegd dienen te worden, worden door twee bestuurders ondertekend.

HOOFDSTUK V. — *Boekjaar, verdeling***Art. 33. Boekjaar**

Het boekjaar begint op één januari van elk jaar en eindigt op eenendertig december van hetzelfde jaar.

**Art. 34. Inventaris, jaarrekening**

Jaarlijks wordt door de raad van bestuur een inventaris opgesteld en de jaarrekening vastgesteld op de datum waarop het boekjaar wordt afgesloten volgens de wettelijke voorschriften. Er wordt een verslag opgesteld waarin de raad van bestuur verantwoording over het beheer aflegt.

Bedoelde stukken worden voorgelegd aan de algemene vergadering in de vormen en met de stukken die door de wet voorgeschreven zijn.

**Art. 35. Verdeling**

Het batig saldo vormt de nettowinst, na aftrek van de algemene kosten van alle aard, van de sociale lasten, de afschrijvingen en de voorschotten.

Van bedoelde nettowinst wordt er minstens vijf percent opgenomen voor de wettelijke reserve. Die opnemings is niet meer verplicht zodra de reserve één tiende uitmaakt van het maatschappelijk kapitaal.

Het overschot wordt verdeeld over alle aandelen.

De algemene vergadering kan echter op voorstel van de raad van bestuur en met gewone meerderheid der stemmen beslissen om bedoeld overschot geheel of gedeeltelijk te bestemmen ofwel voor een overdracht, ofwel voor een voorzieningsfonds, ofwel voor een buitengewone reserve.

De uitkering van de dividenden geschiedt op de tijdstippen en plaatsen die door de raad van bestuur worden aangegeven.

**Art. 36. Interimdividend**

De raad van bestuur is gemachtigd om onder de voorwaarden waarin bij wet is voorzien één of meerdere interimdividenden voor het lopende boekjaar uit te keren.

HOOFDSTUK VI. — *Ontbinding***Art. 37. Vereffening**

Indien de maatschappij ontbonden wordt, wordt de vereffeningwijze bij decreet vastgesteld. »

**Art. 2.** De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de authentieke akte waarbij de goedkeuring van bedoelde statuten door de algemene vergadering van de « S.A. Financière wallonne des P.M.I. » wordt vastgesteld.

Namen, 13 september 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA